

La Division de l'étude et de l'évaluation des programmes participe à la planification des programmes ministériels et joue un rôle consultatif auprès du Conseil du Trésor au sujet des demandes de ressources financières et humaines présentées par les ministères et organismes. Des critères ont été mis au point et des conseils ont été donnés concernant la décentralisation des services du ministère, la R-D en matière de transports, le choix entre fabriquer ou acheter l'équipement scientifique, et l'effet des augmentations de coûts sur les budgets des conseils qui accordent des subventions. On étudie également l'utilité «d'indicateurs spéciaux» pour mesurer l'activité scientifique au Canada, en vue de faciliter la gestion des ressources scientifiques et technologiques.

La Direction de l'industrie détermine les implications scientifiques et technologiques des politiques et programmes touchant le secteur industriel et cherche à assurer la coordination de l'aide et de l'encouragement à la R-D. Elle formule des propositions à l'égard de la R-D industrielle ou des sciences et de la technologie qui touchent l'ensemble du gouvernement fédéral ou qui ne relèvent pas d'un autre ministère ou organisme. Elle s'occupe également de la prévision des effets possibles des progrès scientifiques et technologiques sur la société et l'environnement au Canada.

La Direction des universités est chargée de conseiller le gouvernement sur les politiques d'ensemble touchant l'aide fédérale à la recherche universitaire et de maintenir la liaison entre le gouvernement et les milieux universitaires.

R-D industrielle

9.3

L'industrie effectue environ 44% de l'ensemble de la R-D au Canada, ce qui en fait le plus important secteur d'exécution. Ce pourcentage dépasse de 13% celui du total correspondant pour les niveaux fédéral et provincial et de 19% celui du secteur universitaire et des organismes privés sans but lucratif.

Toutefois, l'activité de R-D dans l'industrie canadienne est loin d'avoir l'ampleur de celle observée dans la plupart des pays industrialisés lorsque l'on compare les dépenses en R-D au produit intérieur brut (PIB). En fait, le ratio entre la R-D industrielle et le PIB au Canada ne représente que 30% à 50% des ratios pour la République fédérale d'Allemagne, la Suède, les États-Unis, la France et le Japon.

La majeure partie de la R-D industrielle est exécutée par un petit nombre d'entreprises. Ces dernières années, les 25 principaux exécutants justifiaient de plus de 50% des dépenses canadiennes au titre de la R-D; les 200 premiers ont dépensé environ 88% du montant.

Les dépenses en R-D sont concentrées non seulement dans quelques sociétés, mais également dans certaines régions. L'Ontario et le Québec comptent pour 85% des dépenses courantes en R-D, la Colombie-Britannique et l'Alberta pour 13%, et les 2% restants sont répartis entre les autres provinces.

Les dépenses totales de l'industrie au chapitre de la R-D se sont accrues pour passer de \$132 millions en 1959 à \$950.2 millions en 1977. En dollars constants toutefois, les dépenses de la R-D ont augmenté rapidement au début des années 60, mais le rythme d'accroissement s'est ralenti par la suite pour devenir presque nul.

La R-D industrielle au Canada est financée en majeure partie par l'industrie elle-même. En 1975, chaque société déclarante a fourni 73% des fonds pour ses travaux de R-D; 11% provenaient du gouvernement fédéral, 9% d'autres sources canadiennes, et 7% de sources étrangères (surtout des sociétés mères ou affiliées). La proportion des fonds provenant de chacune de ces sources est restée relativement stable ces dernières années. La majeure partie de l'aide financière du gouvernement fédéral est destinée aux industries de l'aviation et des produits électriques.

Les industries n'ont pas toutes les mêmes besoins en R-D. Certaines, comme celle des produits électriques, arrivent à soutenir la concurrence au moyen surtout des nouveaux produits créés par la R-D. D'autres, comme celle des aliments et boissons, dépendent davantage de la publicité et de la mode que de la R-D. De plus, les filiales peuvent s'en remettre à leurs sociétés mères à l'étranger pour la majeure partie de leurs besoins en R-D. Par exemple, en 1976, Chrysler, Ford et General Motors aux États-Unis ont dépensé ensemble \$2,462.6 millions au titre de la R-D, soit quatre fois plus que